

The option referred to in this article of disclaiming Mexican nationality shall not be exercisable at a time when Mexico is at war.

Article 54. Mexican nationality may also be renounced by the children, born in the territory of the Republic, of *consuls de carrière* and other foreign officials who do not enjoy diplomatic immunity, and who are in the public service of their Governments, if such children make an application to that effect, upon attaining their majority, to the Ministry of Foreign Affairs, and provided that, in accordance with the national law of their parents, they retain the parents' nationality.

Article 55. An infant found in Mexican territory is presumed to have been born in Mexico; this presumption is rebuttable.

Article 56. For all purposes of nationality, the Ministry of Foreign Affairs shall be empowered to require the production of such additional evidence as it may deem desirable in cases in which the birth certificates produced by petitioners were not prepared within the time-limits specified by the relevant legislation.

Article 57. For the purposes of the issue of certificates of Mexican nationality, applicants shall be bound according to the circumstances of their case, to make to the Ministry of Foreign Affairs the disclaimers and renunciations and to give the pledge referred to in articles 17 and 18 of this Act.

Article 58. The Executive is authorized to make regulations for the purpose of giving effect to this Act.

53. Monaco

(a) ORDONNANCE SUR LA NATIONALITÉ DU 8 JUILLET 1877.

Article 1. L'article 9 du Code civil est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

"Est sujet du Prince tout individu né dans la Principauté d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité telle qu'elle est fixée par le Code civil, il ne réclame la qualité d'étranger, par une déclaration faite devant l'autorité municipale; ses enfants seront nécessairement sujets du Prince".

Article 2. Tous individus qui, après leur majorité, ont leur domicile dans la Principauté depuis dix années sont admis à solliciter la qualité de sujets du Prince et pourront l'obtenir par ordonnance souveraine.

Toutefois la naturalisation sera accordée sans condition à toute personne que le Prince jugera digne de cette faveur.

Article 3. Le bénéfice de l'article 2 de l'ordonnance du 1^{er} avril 1822 qui accorde la qualité de sujet du Prince à tout individu qui, après sa majorité, a son domicile dans la Principauté depuis dix ans, pourra être réclaté par lui pendant un an à partir d'aujourd'hui en déclarant devant l'autorité municipale son intention de fixer définitivement son domicile dans la Principauté.

Article 4. L'article 2 de l'ordonnance du 1^{er} avril 1822 est abrogé.

Article 5. Notre Secrétaire d'Etat, Notre avocat général et Notre gouverneur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

(b) ORDONNANCE SUR LA NATIONALITÉ DU 26 JUIN 1900.

Article 1. Les articles 8, 9, 10, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code civil sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

“*Article 8.* Sont sujets monégasques:

“(1) Tout individu né, dans la Principauté ou à l'étranger, d'un sujet monégasque;

“(2) Tout individu né dans la Principauté de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue.

“L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant sa minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui de ses parents à l'égard duquel elle a été d'abord constatée. Si elle résulte à l'égard du père et de la mère d'actes ou jugements concomitants, l'enfant suit la nationalité du père.”

“*Article 9.* La qualité de sujet monégasque s'acquiert par la naturalisation.

“La naturalisation est concédée par ordonnance souveraine après enquête sur la moralité et la situation de l'étranger.

“Sont admis à demander la naturalisation:

“(1) L'étranger qui justifie d'une résidence continue de dix années dans la Principauté après l'âge de vingt-et-un ans accomplis;

“(2) L'étranger qui a épousé une Monégasque, après trois années de résidence dans les conditions susdites;

“(3) L'étranger qui a obtenu du Prince l'autorisation d'établir son domicile dans la Principauté, conformément à l'article 13, après une année de domicile à dater de la promulgation de l'ordonnance d'autorisation.

Peuvent en outre être naturalisés, sans condition de stage:

“(1) Les étrangers que le Prince juge dignes de cette faveur à raison des services par eux rendus à la Principauté;

“(2) L'étranger né dans la Principauté de parents étrangers, après l'âge de vingt et un ans accomplis;

“(3) La femme mariée à un étranger qui sollicite la naturalisation ou l'a déjà obtenue;

“(4) Les enfants majeurs de cet étranger, pourvu qu'ils résident dans la Principauté.

“Les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivante qui obtiennent la naturalisation, deviennent sujets monégasques, à moins que dans l'année qui suivra leur majorité, telle qu'elle est réglée par le présent Code, ils ne déclinent cette qualité par une déclaration faite devant l'officier de l'état civil qui devra l'enregistrer sur le champ.”

“*Article 10.* (Abrogé par l'ordonnance du 20 mai 1909). — Tout individu né dans la Principauté ou à l'étranger, de parents dont l'un a perdu la qualité de Monégasque, pourra réclamer cette qualité, à toute époque après l'âge de vingt et un ans accomplis, par une déclaration faite en la forme prescrite par l'article précédent, pourvu qu'il réside dans la Principauté.”

“*Article 17.* Perdent la qualité de sujet monégasque:

“(1) Celui qui se fait naturaliser à l'étranger ou qui acquiert, sur sa demande, la nationalité étrangère par l'effet de la loi;

“(2) Celui qui décline la nationalité monégasque dans les cas prévus au dernier alinéa des articles 9 et 18;

"3) Celui qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du gouvernement monégasque de les résigner dans un délai déterminé;

"4) Celui qui, sans autorisation du gouvernement, prend du service militaire à l'étranger."

"Article 18. Le sujet monégasque qui aura perdu cette qualité pourra la recouvrer, pourvu qu'il réside dans la Principauté, en obtenant sa réintégration par ordonnance souveraine.

"La qualité de Monégasque pourra être accordée, par la même ordonnance, à la femme et aux enfants majeurs, s'ils en font la demande.

"Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviendront Monégasques, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité par une déclaration devant l'officier de l'état civil, comme il est dit à l'article 9."

"Article 19. La femme monégasque qui épousera un étranger prendra la nationalité de son mari, à moins que son mariage n'ait pas pour effet de la lui conférer, auquel cas elle restera Monégasque."

"Article 20. Si la femme monégasque mariée à un étranger devient veuve, elle pourra recouvrer la qualité de Monégasque aux conditions indiquées par le paragraphe premier de l'article 18.

"Les autres dispositions du même article seront applicables aux enfants majeurs et mineurs nés du mariage dissous."

"Article 21. Les individus qui acquerront ou recouvreront la qualité de sujets monégasques dans les cas prévus par les articles 9, 10, 18, 19 et 20, ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque."

Disposition transitoire

Les individus visés par le premier paragraphe de l'article 8 ci-dessus abrogé, qui n'auront pas encore acquis la qualité de sujet monégasque, conformément à cet article, lors de la promulgation de la présente Ordonnance, ne pourront obtenir cette qualité que par la naturalisation, après l'âge de vingt et un ans accomplis, comme il est dit à l'article 9.

(c) ORDONNANCE SUR LA NATIONALITÉ DU 20 MAI 1909.

"Article 1. L'article 10 du Code civil, modifié par Notre ordonnance du 26 juin 1900, est abrogé.

"Article 2. (*Abrogé par l'ordonnance du 13 avril 1911*). L'article 9 du même code est modifié ainsi qu'il suit:

"La qualité de sujet monégasque s'acquiert par la naturalisation.

"La naturalisation est concédée par ordonnance souveraine, après enquête sur la moralité et la situation de l'étranger.

"Sont admis à demander la naturalisation:

"1) L'étranger qui justifie d'une résidence continue de dix années dans la Principauté après l'âge de vingt et un ans accomplis;

"2) L'étranger qui a épousé une Monégasque:

"Celui qui est né dans la Principauté de parents étrangers dont l'un est né également;

"Celui qui est né dans la Principauté ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Monégasque, sauf le cas prévu au deuxième

paragraphe de l'article 19, après trois années de résidence dans les conditions déterminées par le paragraphe précédent;

"3) L'étranger qui a obtenu du Prince l'autorisation d'établir son domicile dans la Principauté, conformément à l'article 13, après une année de domicile à dater de la promulgation de l'ordonnance d'autorisation.

"Peuvent, en outre, être naturalisés sans condition de stage:

"1) Les étrangers que le Prince juge dignes de cette faveur à raison des services par eux rendus à la Principauté;

"2) La femme mariée à un étranger qui sollicite la naturalisation ou l'a déjà obtenue;

"3) Les enfants majeurs de cet étranger, pourvu qu'ils résident dans la Principauté.

"Les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivante qui obtiennent la naturalisation, deviennent sujets monégasques, à moins que dans l'année qui suivra leur majorité, telle qu'elle est réglée par le présent Code, ils ne déclinent cette qualité par une déclaration faite devant l'officier de l'état civil qui devra l'enregistrer sur-le-champ."

Article 3. (Abrogé par l'ordonnance du 10 juillet 1914). La disposition ci-après est ajoutée à l'article 19 dudit Code:

"Néanmoins, ses enfants pourront réclamer la qualité de Monégasque à toute époque après l'âge de vingt et un ans accomplis, par une déclaration faite en la forme prescrite par l'article 9, pourvu qu'ils résident dans la Principauté."

Article 4. La qualité de sujet monégasque acquise par la naturalisation postérieurement à la promulgation de la présente ordonnance, pourra être retirée par ordonnance souveraine à tout individu qui se livrera, soit dans la Principauté, soit au dehors à des agissements de nature à troubler gravement l'ordre public ou à compromettre la sûreté, soit intérieure, soit extérieure de l'Etat.

Article 5. Le sujet monégasque qui aura perdu cette qualité par application de l'article précédent, ne pourra obtenir sa réintégration, par une nouvelle ordonnance souveraine, que trois années après l'ordonnance de retrait.

Dispositions transitoires

Article 6. Les individus visés par l'article 10 du Code civil, ci-dessus abrogé, qui n'auront pas encore acquis la qualité de sujet monégasque, conformément à cet article, lors de la promulgation de la présente ordonnance, ne pourront obtenir cette qualité que par la naturalisation, sauf le cas prévu au deuxième paragraphe de l'article 19.

(d) ORDONNANCE SUR LA NATIONALITÉ DU 13 AVRIL 1911.

Article 1. Les articles 8, 9, 10, 17, 18 et 20 du Code civil sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

"*Article 8.* Sont Monégasques:

"1) Tout individu, né, dans la Principauté ou à l'étranger, d'un père monégasque.

"L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant sa minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui de ses parents à l'égard duquel elle a été d'abord constatée. Si elle résulte,

à l'égard du père et de la mère, d'actes ou de jugements concomitants, l'enfant suit la nationalité du père.

"(2) Tout individu né dans la Principauté de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue."

"Article 9. La qualité de Monégasque s'acquiert par la naturalisation.

"La naturalisation est accordée par ordonnance souveraine, après enquête sur la moralité et la situation du postulant et justification qu'elle lui ferait perdre sa nationalité antérieure et l'exonérerait définitivement des obligations du service militaire à l'étranger.

"Sont admis à demander la naturalisation:

"(1) L'étranger qui justifie d'une résidence de dix années dans la Principauté, après qu'il a atteint l'âge de vingt et un ans accomplis;

"(2) L'étranger qui a obtenu du Prince l'autorisation d'établir son domicile dans la Principauté, conformément à l'article 13 du Code civil, après trois ans de domicile à dater de la promulgation de l'ordonnance d'autorisation."

"Article 10. Peuvent, en outre, être naturalisés sans condition de stage:

"(1) L'étranger que le Prince juge digne de cette faveur;

"(2) La femme mariée à un étranger, dont le mari sollicite la naturalisation ou l'a déjà obtenue;

"(3) Les enfants majeurs de cet étranger, pourvu qu'ils résident dans la Principauté.

"Les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivante qui obtiennent la naturalisation, deviennent sujets monégasques, à moins que dans l'année qui suivra leur majorité telle qu'elle est réglée par le présent Code, ils ne déclinent cette qualité par une déclaration faite devant l'officier de l'état civil, qui devra l'enregistrer sur le champ."

"Article 17. Perdent la qualité de sujet monégasque:

"(1) Celui qui se fait naturaliser à l'étranger ou qui acquiert, sur sa demande, la nationalité étrangère par l'effet de la loi;

"(2) Celui qui décline la nationalité monégasque dans les cas prévus au dernier alinéa des articles 10 et 18;

"(3) Celui qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du gouvernement monégasque de les résigner dans un délai déterminé;

"(4) Celui qui, sans autorisation du gouvernement, prend du service militaire à l'étranger."

"Article 18. Le sujet monégasque qui aura perdu cette qualité pourra la recouvrer, pourvu qu'il réside dans la Principauté, en obtenant sa réintégration par ordonnance souveraine.

"La qualité de Monégasque pourra être accordée par la même ordonnance, à la femme et aux enfants majeurs, s'ils en font la demande.

"Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviendront Monégasques, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité par une déclaration devant l'officier de l'état civil, comme il est dit à l'article 10."

"Article 20. Si la femme monégasque mariée à un étranger devient veuve ou est divorcée, elle pourra recouvrer la qualité de Monégasque aux conditions indiquées par le paragraphe premier de l'article 18.

"Les autres dispositions du même article seront applicables aux enfants majeurs et mineurs nés du mariage dissous."

Article 2. L'article 2 de l'ordonnance du 20 mai 1909 sur la naturalisation est abrogé.

(e) LOI N° 415 DU 7 JUIN 1945 CONCERNANT LA NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE.

Article 1. L'article 19 du Code civil est ainsi modifié:

“La femme monégasque qui épouse un étranger conserve la nationalité monégasque à moins qu'elle ne déclare expressément vouloir acquérir, en conformité des dispositions de la loi nationale du mari, la nationalité de ce dernier.

“Cette déclaration devra être faite, à peine de nullité, au moment de la célébration du mariage et sur l'interpellation de l'officier d'état civil; elle sera mentionnée dans l'acte de mariage.

“Toutefois, la déclaration restera sans effet si la femme justifie ultérieurement qu'elle n'a pas pu obtenir la nationalité de son mari; mention de cette justification sera faite en marge de l'acte de mariage.

“Si le mariage est célébré à l'étranger, la déclaration ci-dessus devra être faite, à peine de nullité, avant la célébration du mariage, devant un représentant diplomatique ou consulaire de la Principauté.”

Article 2. L'article 20 du Code civil est ainsi modifié:

“La femme d'origine monégasque qui a perdu sa nationalité par l'effet du mariage pourra recouvrer la qualité monégasque aux conditions indiquées par le paragraphe premier de l'article 18.

“Les autres dispositions du même article seront applicables aux enfants majeurs ou mineurs nés du mariage”.

(f) LOI DU 18 NOVEMBRE 1952, N° 572 *.

*Article premier*¹. L'article 18 du Code Civil est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Article 18.* Le sujet monégasque qui aura perdu cette qualité pourra la recouvrer, en obtenant sa réintégration par ordonnance souveraine.

« La qualité de Monégasque pourra être accordée, par la même ordonnance, à la femme et aux enfants majeurs, s'ils en font la demande. »

Article 2. Tout individu né dans la Principauté d'un auteur direct né monégasque, même si ce dernier a perdu cette nationalité, pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, acquérir la nationalité monégasque par une déclaration faite devant l'Officier de l'Etat Civil, à la condition qu'il réside dans la Principauté et justifie qu'il y a eu sa résidence habituelle pendant sa minorité.

Article 3. Tout individu né dans la Principauté dont l'un des auteurs directs et l'un des grands-parents de la même branche y sont eux-mêmes

¹ Sont ainsi abrogés:

a) La condition de résidence dans la Principauté qui figurait dans l'ancien premier alinéa;

b) Le 3^e alinéa de l'article 18 qui était ainsi conçu:

“Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviendront Monégasques, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité par une déclaration devant l'Officier de l'Etat Civil, comme il est dit à l'article 10.”

* Informations constitutionnelles et parlementaires, 15 janvier 1953; 3^e Série, n° 13, p. 8.

nés pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, acquérir la nationalité monégasque par une déclaration faite devant l'Officier de l'Etat Civil, à la condition qu'il réside dans la Principauté et justifie qu'il y a eu sa résidence habituelle pendant sa minorité.

Article 4. Les délais d'option courront à dater du jour de la promulgation de la présente loi pour les individus qui, à ce jour, auront atteint ou dépassé l'âge de 21 ans.

54. Nepal

CITIZENSHIP ACT OF 1952.¹

1. (a) This Act shall be known as the Nepalese Citizenship Act, 2009 V.S.

(b) This Act shall be in force throughout the territories of the Kingdom of Nepal.

(c) This Act shall come into force immediately.

2. Every person who resides in Nepal, and fulfils any one of the following conditions, shall be deemed to be a citizen of Nepal.

(a) A person who is born within the territories of the Kingdom of Nepal;

(b) A person one of whose parents was born in Nepal and who, with his family, intends to make Nepal his permanent home, and submits a written declaration to that effect.

3. An alien woman, contracting marriage with a Nepalese citizen, according to the laws and customs prevailing in the Kingdom of Nepal, shall be deemed to be a citizen of Nepal.

4. A person belonging to one of the following categories, who fulfils all the formalities mentioned in this Act, can acquire Nepalese citizenship.

(a) Children born of Nepalese parents in Nepal, or born to Nepalese parents living in foreign countries who have not acquired the citizenship of the said countries.

(b) A woman who is born of Nepalese parents, and is married to a foreigner, shall recover Nepalese citizenship in case of her husband's death or of dissolution of marriage by divorce or desertion by the husband or legal separation from him.

(c) Persons and their descendants who have resided in foreign countries and have acquired a foreign citizenship can, upon their return to and continuous residence in Nepal for one year, recover Nepalese citizenship.

(d) Persons who have been residents of Nepal for a period of at least five years.

5. The following oath shall be administered to those eligible for Nepalese citizenship before they obtain their naturalization papers:

"I swear that I shall acknowledge the sovereignty of the Government of Nepal and abide by its laws and customs and regulations, and shall not act in any manner against the State of Nepal."

6. Persons who have acquired Nepalese citizenship shall be eligible to exercise all rights and enjoy all privileges of a Nepalese citizen from the day of receipt of their citizenship papers.

¹ English text received from the Department of Foreign Affairs of Nepal.